

axiome économique que toutes les entreprises répondent promptement au contact magique de la prospérité. Que les cultivateurs se ressentent de la prospérité et l'on verra l'agriculture se développer. De meilleurs profits pour les cultivateurs ne signifient pas nécessairement des prix plus élevés pour le consommateur, ou l'amélioration des conditions de vente, des moyens de transport qui ne sont pas utilisés dans l'intérêt des voies ferrées et des intermédiaires. Si la culture scientifique est une bonne chose, pourquoi n'en serait-il pas ainsi des conditions de vente et des livraisons scientifiques?

On ne saurait donner plus d'activité à l'agriculture sans lui fournir les capitaux nécessaires. La question du crédit agricole est, à mes yeux, l'une des plus importantes; c'est un problème que le Gouvernement saura résoudre—je l'espère du moins. Chaque fois que cette question vient sur le tapis, on se plaint à la dire hérissée de difficultés; néanmoins, on s'efforce de la résoudre aux Etats-Unis; où il se fait depuis plus d'un an un mouvement en vue de subvenir au besoin de plus en plus pressant de crédit dans les régions agricoles. Le congrès a autorisé la nomination d'une commission chargée d'aller étudier la question à l'étranger, et plus particulièrement l'organisation et le fonctionnement des sociétés de crédit agricole de l'Europe. Au retour de la commission, les deux chambres du Congrès étaient saisies d'un bill basé sur les conclusions de son rapport. Cette proposition de loi est connue sous le nom de bill Moss-Fletcher. Plus tard, le McCumber Rural Credit Bill y était substitué. Finalement, le comité des banques et du commerce du Sénat donna son assentiment au bill Bulkley-Hollis portant modification de la loi dite "Agricultural Appropriation Bill," et rapport en fut fait à la Chambre des représentants par un comité de cette dernière. Les procédures relatives à ce bill sont donc passablement avancées.

On devrait concevoir quelque moyen de permettre aux cultivateurs d'établir dans les diverses parties du pays des sociétés coopératives de crédit agricole auxquelles le Gouvernement prêterait son concours en l'entourant des mesures de précaution nécessaires. Il faudrait pour cela que le Gouvernement usât de son crédit de façon pratique pour réduire le taux excessif de l'intérêt que les cultivateurs sont tenus de payer à l'heure actuelle. Ce qui distingue le plus le crédit agricole du crédit commercial, c'est que les emprunts des cultivateurs ont géné-

ralement une plus longue durée que ceux des négociants et des industriels. Je considère que le Gouvernement devrait, en prenant les mesures de précaution nécessaires, prêter son appui aux cultivateurs qui demandent du crédit. A mon avis, cela contribuerait plus que toute autre chose à la solution du problème de la production et celui de la main-d'œuvre agricole, ce qui a plus d'importance que quoi que ce soit.

L'intérêt de la classe agricole exige impérieusement l'établissement d'une loi autorisant le Gouvernement à venir directement en aide aux exploitants du sol. Je sais qu'il y a, dans le township même où j'habite, des cultivateurs qui possèdent de grandes étendues de terre à pâturage dont ils ne peuvent tirer parti faute d'argent pour acheter le bétail qui leur manque. Je sais pour l'avoir constaté moi-même que l'insuccès y est plus souvent dû au manque d'argent pour l'exploitation agricole qu'à toute autre cause. Je ne veux pas dire par là qu'il y a beaucoup de cultivateurs qui se trouvent dans cette fâcheuse position; en réalité, le nombre en est relativement restreint, car les cultivateurs de la région sont des hommes de progrès; et j'ai constaté que ceux qui réussissent le mieux sont ceux qui, au lieu de vendre le grain au prix qu'on leur en offre immédiatement après le battage, le font servir à engraisser le bétail et, comme ils disent, l'expédient "sur pied". Les cultivateurs de ma circonscription qui font ainsi exploiter leur ferme avec succès.

J'ai dit que cette question offre des difficultés; n'en offraient-elles pas à ceux qui ont entrepris de la résoudre aux Etats-Unis? Suivant Sam Warren, le mot "difficulté" ne signifie que la somme d'énergie nécessaire à l'accomplissement de choses déterminées, la nécessité d'un effort pénible; pour l'enfant et le sot, c'est un épouvantail; pour l'homme c'est un stimulant. Que cette question soit hérissée de difficultés, j'en conviens mais je crois que plus on persistera à appeler l'attention du gouvernement sur ce problème, plus vite on en trouvera la solution.

Je considère que le plus important d'entre tous les ministères devrait être celui de l'Agriculture. Il existe en diverses parties du pays ce que l'on appelle des stations agronomiques où il s'accomplit un travail assez utile; je considère cependant que la nomination de représentants régionaux qui, demeurant au milieu des cultivateurs, deviennent pour ainsi dire des "médecins agricoles", fait encore plus de bien que les stations agronomiques. On finira par trouver